



INSTITUT
POLYTECHNIQUE
DE PARIS

ÉCOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSEES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
C.C.P

MARCHE 2025.11

IMPRESSION DES SUPPORTS DE
COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE POUR
L'ÉCOLE NATIONALE DES PONTS ET
CHAUSSEES

SOMMAIRE

I. OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GENERALES	4
I.1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	4
I.2 OBJET DU MARCHE	4
I.3 FORME DU MARCHE	4
I.4 DUREE DE L'ACCORD-CADRE	4
I.5 PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE.....	5
I.6 INTERLOCUTEURS POUR L'EXECUTION DU MARCHE.....	5
I.7 REPRÉSENTANT DU TITULAIRE.....	6
I.8 SOUS-TRAITANCE.....	6
I.9 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	7
II. DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	7
II.1 PRESENTATION DE L'ECOLE ET ELEMENTS DE CONTEXTE.....	7
II.2 Détails des prestations.....	8
II.2.1 Prestations demandées	8
II.2.2 Précisions liminaires	8
II.2.3 Impression des plaquettes institutionnelles éditées chaque année	9
II.2.3 Conception de supports de communication institutionnelle dans le respect de la charte graphique de l'École	11
III. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	11
III.1 PASSATION DES BONS DE COMMANDE	11
III.2 DELAIS D'EXECUTION.....	12
III.3 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS	12
III.4 LIEU DE LIVRAISON	13
III.5 CONFIDENTIALITE ET PROPRIETE DES INFORMATIONS.....	13
III.5.1 Confidentialité	13
III.5.2 Propriété des informations	13
III.6 ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS EN COURS.....	14
III.7 Changements affectant le titulaire	14
IV. MODALITES DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS.....	14
IV.1 SUIVI DE LA QUALITE.....	14
IV.2 VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS	15
V. PRIX 15	
V.1 FORME ET CONTENU DES PRIX.....	15
V.2 MODALITES DE REVISION DES PRIX	16
VI. MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT.....	16
VI.1 MODALITES DE PAIEMENT	16
VI.2 AVANCE.....	17
VI.3 MODALITES DE FACTURATION	17
VI.4 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	18
VI.5 INTERETS MORATOIRES.....	18
VI.6 NANTISSEMENT OU CESSION	18
VII. PENALITES	18
VIII. RESPONSABILITE DU TITULAIRE.....	19
IX. GARANTIE.....	19
X. ASSURANCE.....	19
XI. RESILIATION ET CAS DE FORCE MAJEURE	20

XI.1 Décès ou incapacité civile du Titulaire	20
XI.2 Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire	20
XI.3 Résiliation aux torts du Titulaire	20
XI.4 Date d'effet de la résiliation	21
XII. LITIGES	21
XII.1 DROIT, LANGUE, MONNAIE.....	21
XII.2 RECOURS.....	21
XIII. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	22
XIV. DEROGATIONS AU CCAG/FCS	22

I. OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GENERALES

I.1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

L'ÉCOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSEES (ENPC)

6/8 avenue Blaise Pascal

Cité Descartes – Champs-sur-Marne

77455 Marne-la-Vallée Cedex 2

Représentée par M. Anthony BRIANT, Directeur, nommé par décret,

Ci-après désignée « l'ENPC » ou « l'Ecole ».

I.2 OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet l'impression de supports de communication institutionnelle pour l'Ecole nationale des ponts et chaussées (ENPC).

I.3 FORME DU MARCHE

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commandes en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-2 alinéa 2, R. 2162-4 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2123-14 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est mono-attributaire et est passé sans montant minimum et avec un montant maximum de cent mille (100 000) euros hors taxes sur toute la durée de l'accord-cadre, période de reconduction comprise.

Les prix de l'accord-cadre sont détaillés au sein du bordereau des prix unitaire (annexe 1 de l'acte d'engagement).

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. A l'expiration de l'accord-cadre, l'exécution de tout bon de commande émis pendant sa durée de validité sera honorée jusqu'à réalisation de la prestation attendue suivant les termes du marché. Les bons de commande seront émis selon les modalités définies à l'article III.1 du présent CCP.

I.4 DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre sera conclu pour une durée initiale d'un (1) an à compter de sa notification.

Il peut être reconduit tacitement trois (3) fois à la date anniversaire de sa notification, sans que sa durée totale n'excède quatre (4) ans.

Il est reconductible tacitement sauf dénonciation expresse par le pouvoir adjudicateur, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception au moins deux mois avant la date d'expiration de la période de reconduction.

La durée globale de l'accord-cadre, périodes de reconduction comprises, ne peut dépasser 48 mois.

Le Titulaire de l'accord-cadre ne peut pas s'y opposer et la décision du pouvoir adjudicateur n'est soumise à aucune justification. La décision de non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité.

I.5 PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Fournitures courantes et services (FCS), les pièces contractuelles du marché, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi, sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

a) Pièces particulières :

- L'Acte d'Engagement et son annexe financière dénommée « bordereau des prix unitaires » (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCP) ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les bons de commande émis par l'ENPC au fur et à mesure de ses besoins ;
- Les éventuels actes de sous-traitance et autres actes modificatifs postérieurs à la notification du marché.

b) Pièces générales :

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, disponible sur le site <http://www.legifrance.gouv.fr/> dans sa version en vigueur à la date de notification du présent marché. Le titulaire du marché reconnaît avoir pris connaissance des dispositions du CCAG/FCS et s'engage au respect des obligations mises à sa charge par celui-ci.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes, lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de toute réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Seuls les exemplaires des documents conservés par l'École nationale des ponts et chaussées font foi.

En cas de contradiction, les dispositions des pièces contractuelles prévalent selon l'ordre énuméré ci-dessus.

Est réputée non écrite, toute clause de catalogue, des conditions générales de vente ou de tout document émanant du titulaire qui serait contraire aux dispositions du présent CCAP.

I.6 INTERLOCUTEURS POUR L'EXECUTION DU MARCHE

La Direction de la Communication assure le suivi de l'ensemble de la prestation. Tout document (excepté les factures) sera adressé à cette entité :

Ecole nationale des ponts et chaussées
Direction de la Communication
6 / 8 Avenue Blaise Pascal
Cité Descartes – Champs sur Marne

L'interlocuteur privilégié du titulaire est :

Madame Emmanuelle Delforge, Directrice de la Communication, mail : emmanuelle.delforge@enpc.fr/tél : 01.64.15.34.07.

I.7 REPRÉSENTANT DU TITULAIRE

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès de l'École, pour les besoins de l'exécution de celui-ci. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées en cours d'exécution par le titulaire. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'École, dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le Titulaire informe l'École en cas de modification de ces informations en cours d'exécution du présent marché.

La bonne exécution de l'accord-cadre suppose que le Titulaire affecte à l'ensemble du projet un seul responsable chargé de le représenter auprès de l'administration quelle que soit la nature des problèmes évoqués. Ce responsable désigné ci-après par le titulaire est l'unique interlocuteur de l'ENPC pendant toute la durée de l'accord-cadre : en cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire en avise immédiatement l'ENPC et lui indique le nom, coordonnées et références professionnelles du nouveau responsable.

I.8 SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance des fournitures est interdite. Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-FCS.

Les prestations relatives aux opérations de service (installation, formation) peuvent être sous-traitées, conformément aux dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 et aux articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-22 du Code de la commande publique.

Le titulaire qui sous-traite l'exécution de certaines parties de son marché doit, au préalable adresser au représentant de l'ENPC, sa demande de sous-traitance par lettre recommandée avec avis de réception ou la remettre contre reçu, en présentant le sous-traitant ainsi que ses garanties et capacités. Conformément à l'article R. 2193-4 du code précité, si l'ENPC n'a pas répondu à cette demande dans un délai de vingt et un (21) jours à compter de sa réception, l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement du sous-traitant sont réputés acquis.

La demande d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement du sous-traitant est transmise dans le projet de déclaration de sous-traitance – formulaire DC4* accompagné de l'ensemble des attestations, déclarations et renseignements justifiant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant :

- Le formulaire DC2* dûment complété et signé par le représentant habilité du sous-traitant et accompagné des certificats qui y sont mentionnés ;
- Les attestations et certificats fiscaux et sociaux ;
- Une déclaration sur l'honneur signée justifiant que le sous-traitant n'entre dans aucun cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique ;
- Une déclaration sur l'honneur signée justifiant que le sous-traitant satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;

- Le numéro de SIREN du sous-traitant
- Les attestations d'assurance du sous-traitant ;
- La présentation détaillée des capacités du sous-traitant (moyens et références) le cas échéant.

* Formulaires téléchargeables à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>
Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, l'ENPC notifie au titulaire et au sous-traitant concerné l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire fait connaître à l'ENPC le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

La notification portant acceptation d'un sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement précise qu'il doit adresser ses demandes de paiement au titulaire.

Le représentant de l'ENPC peut demander que le montant des prestations du sous-traitant soit présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché.

Conformément à l'article R. 2193-10 du code de la commande publique, le sous-traitant dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement dès que le montant des prestations qui lui sont confiées est supérieur à 600 euros toutes taxes comprises.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que le nantissement dont le marché aurait pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct dudit sous-traitant.

Le titulaire communique le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au représentant de l'ENPC lorsque celui-ci en fait la demande.

L'ENPC peut résilier le marché pour faute du titulaire si ce dernier a sous-traité une partie des prestations en contrevenant aux dispositions contractuelles, législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance.

Il en est de même s'il a fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l'appui de la demande de sous-traitance.

Dans tous les cas, le titulaire demeure entièrement responsable de l'ensemble des prestations sous-traitées vis-à-vis de l'ENPC.

I.9 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

L'École se réserve le droit de mettre en œuvre les dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique pour la réalisation de prestations similaires, si ses conditions de mise en œuvre sont réunies.

II. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

II.1 PRESENTATION DE L'ECOLE ET ELEMENTS DE CONTEXTE

Créée en 1747, l'ENPC est une des plus anciennes écoles d'ingénieur, dotée d'une forte reconnaissance à l'international. Par ailleurs, elle a su renouveler son offre de formation, sa recherche et ses diplômés se positionnent d'emblée dans tous les secteurs de pointe de la vie active.

Au-delà du génie civil, du génie environnemental et du génie mécanique qui ont fait historiquement son prestige, l'École offre aujourd'hui des formations d'excellence dans des domaines variés, allant des mathématiques appliquées à l'économie en passant par le génie industriel. Elle propose quatre grands types de programmes : une formation d'ingénieur, des masters, des formations doctorales et des programmes spécialisés post-gradués : mastères spécialisés, MBA.

L'ENPC a par ailleurs développé une activité de recherche dynamique autour de 12 laboratoires, très souvent communs avec d'autres établissements d'enseignement supérieur, organismes de recherche et entreprises.

Les enjeux mondiaux actuels, ainsi que l'évolution du paysage de l'enseignement supérieur français, incitent l'ENPC à se rendre plus visible et à affirmer ses particularités afin d'être mieux identifiée et de préserver son rang parmi les plus prestigieuses écoles d'ingénieurs françaises. Elle a d'ailleurs rejoint l'Institut polytechnique de Paris dont elle est devenue établissement composante.

Pour soutenir des actions de communication par la production de publications papier de qualité, l'École souhaite collaborer avec un prestataire capable de réaliser l'ensemble des prestations détaillées ci-dessous.

Les supports de communication consisteront majoritairement en des publications papier, mais compte tenu des demandes croissantes des services, le prestataire devra être capable de proposer des impressions d'autres formats ou sur d'autres supports comme des kakémonos, des calicots, des totems etc.

II.2 DETAILS DES PRESTATIONS

II.2.1 Prestations demandées

Les prestations demandées dans le cadre du présent accord-cadre sont :

- Fourniture des supports d'impression ;
- Conseils dans l'élaboration de nouveaux projets éventuels : choix de supports papiers, modalités de faisabilité et de respect des délais...Réalisation et mise à jour de BAT jusqu'à validation ;
- Réalisation des travaux d'impression ;
- Façonnage ;
- Conditionnement ;
- Livraison ;

II.2.2 Précisions liminaires

Le Titulaire s'engage à réaliser les prestations conformément aux dispositions du présent CCP et aux propositions formulées dans son offre.

1. Les volumes des tirages sont fournis à titre indicatif. Les valeurs cibles correspondent aux tirages couramment demandés par l'École dans une commande.
2. Les quantités demandées dans les bons de commande s'entendent comme des quantités minimales à livrer. Si le Titulaire imprime plus que ce qui lui a été commandé, l'ENPC ne règlera que ce qui avait été demandé. En revanche, si le Titulaire imprime moins que ce qui a été commandé l'ENPC règlera uniquement la quantité imprimée.
3. Le Titulaire doit se conformer aux grilles tarifaires prévues à l'annexe financière de l'acte d'engagement. Dans le cas où la prestation commandée n'aurait pas été prévue dans les annexes financières, le tarif appliqué sera celui proposé dans l'offre (catalogue) du titulaire

ou sur devis. Dans ce dernier cas, le titulaire s'engage à proposer un devis en moins de 5 jours ouvrables.

4. Le Titulaire s'engage sur un **délai de livraison de 15 jours ouvrés maximum** à compter de la validation définitive du bon à tirer par l'ENPC.

Les prestations attendues sont détaillées ci-dessous.

II.2.3 Impression des plaquettes institutionnelles éditées chaque année

L'ENPC attend du titulaire un rôle de conseil dans les techniques d'impression, le choix du papier, et plus généralement l'ensemble des aspects permettant une impression de qualité, respectant les meilleures normes écologiques (ex : label imprim'vert, et/ou ecolabel européen).

Voici la liste des documents que l'ENPC envisage de faire imprimer par le titulaire.
Les types de papier indiqués ci-dessous sont des normes de qualité minimales et indicatives.

FORMATION D'INGENIEUR 44 PAGES (français)

Brochures piquées 2 points : 40 pages + couverture
Nombre d'exemplaires : 600

Format fini : 200 x 290 mm - format à la française
Base fournie : Fichiers fournis prêts à flasher
Couverture

Papier : Offset Lys Galilée 300 g/m² certifié PEFC
Impression : Quadrichromie + Vernis acrylique Recto / Verso
40 pages :

Papier : Offset Lys Galilée 120 g/m² certifié PEFC
Impression : Quadrichromie + Vernis acrylique Recto / Verso
Emballage & livraison : 1 point de livraison Champs-sur-Marne

FORMATION D'INGENIEUR 4 PAGES (français)

Dépliants 2 volets 20x29 certifiés FSC Mixte Crédit
Produit certifié FSC Mixte Crédit, chaîne COC : IMO-COC-249695
Nombre d'exemplaires : 3 800

Format fini : 200 x 290 mm
Format ouvert : 400 x 290 mm
Base fournie : Fichiers fournis prêts à flasher
Papier : Munkens Polar 240 g/m² certifié FSC Mixte Crédit
Impression : Quadrichromie Recto / Verso
Façonnage : Rainage et pliage
Emballage & livraison : 1 point de livraison Champs-sur-Marne

L'ÉCOLE EN CHIFFRES (français)

Dépliants 4 volets 16x29 certifiés PEFC

Nombre d'exemplaires : 400

Format fini : 160 x 290 mm

Format ouvert : 636 x 290 mm

Base fournie : Fichiers fournis prêts à flasher

Papier : Edixion 250 g/m² certifié PEFC

Impression : Quadrichromie Recto / Verso (Impression numérique)

Finition : Rainage et pliage (3 plis "portefeuille")

Emballage & livraison : 1 point de livraison Champs-sur-Marne

L'ÉCOLE EN CHIFFRES (anglais)

Dépliants 4 volets 16x29 certifiés PEFC

Nombre d'exemplaires en anglais : 400

Format fini : 160 x 290 mm

Format ouvert : 636 x 290 mm

Base fournie : Fichiers fournis prêts à flasher

Papier : Edixion 250 g/m² certifié PEFC

Impression : Quadrichromie Recto / Verso (Impression numérique)

Finition : Rainage et pliage (3 plis "portefeuille")

Emballage & livraison : 1 point de livraison Champs-sur-Marne

PLAQUETTE IMPONDERABLE

Brochures 60p 20x23 certifiées PEFC

Brochures piquées 2 points : 56 pages + couverture

Nombre d'exemplaires : 600

Format fini : 200 x 230 mm - format à la française

Base fournie : Fichiers fournis prêts à flasher

Couverture

Papier : Offset Lys Galilée 300 g/m² certifié PEFC

Impression : Quadrichromie Recto / Verso

56 pages

Papier : Offset Lys Galilée 120 g/m² certifié PEFC

Impression : Quadrichromie Recto / Verso

Emballage & livraison : 1 point de livraison Champs-sur-Marne

KAKÉMONOS

Structure déroulante 85x200 en 1 modèle
Base fournie : Fichier fourni sans modification
Impression : Recto : quadrichromie éco-solvant haute définition
Structures déroulantes sur bâche M1 420 g/m2
Format fini : 850 x 2 000 mm
Emballage & livraison : 1 point 77 Livrées avec housse de transport

II.2.3 Conception de supports de communication institutionnelle dans le respect de la charte graphique de l'École

Compte tenu de la demande croissante des services, ainsi que des nouveaux moyens de communication, il est demandé au Prestataire de fournir une offre de supports plus diversifiée que les supports papier précités.

Ces supports peuvent être des supports papier d'autres dimensions (brochures, cross fold, posters, affiches etc.) ou d'autres types de supports (chemises rabat, autocollant de sol, roll-up, kakémonos, calicots, totem etc.) servant notamment lors de campagnes de communication spécifiques ou de salons d'exposition.

Ces besoins sont plus ponctuels.

III. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

III.1 PASSATION DES BONS DE COMMANDE

Le présent accord-cadre fixe principalement toutes les stipulations contractuelles et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

A titre complémentaire, il pourra s'exécuter par des marchés subséquents pour des prestations qui ne seraient pas identifiées dans le bordereau des prix unitaires. Il sera alors demandé un devis au Titulaire pendant l'exécution du marché, éventuellement en application de son catalogue.

Une fois l'accord des parties obtenu, il fera l'objet d'un bon de commande selon les conditions indiquées ci-après.

Les bons de commande sont adressés par e-mail au Titulaire au fur et à mesure des besoins.

Les bons de commande comportent au moins :

- La désignation des parties contractantes ;
- Les références de l'accord-cadre (numéro et date de notification) ;
- L'identification de la personne émettrice de la commande et de son service à l'École ;
- Le numéro et la date du bon de commande ;
- La désignation détaillée des prestations ainsi que leur quantité ;
- La liste, le cas échéant, des destinataires des imprimés,
- Les délais d'exécution des prestations à réception de la commande et des éléments ;
- La date d'émission de la commande ;

- Les modalités de livraison ;
- Le montant de la commande HT et TTC, ainsi que la TVA.

Par dérogation à l'article à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, le délai dont dispose le Titulaire pour notifier au signataire du bon de commande ses observations quant aux prescriptions dudit bon de commande est fixé à 7 jours à compter de la date de réception du bon de commande.

Les bons de commande ne peuvent être émis que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. La durée maximale d'exécution d'un bon de commande ne peut pas excéder de plus de trois (3) mois la fin de l'accord-cadre.

Les prix proposés s'entendent livraison franco de port (frais de port inclus) dans les conditions définies dans l'annexe financière. Aucun frais supplémentaire ne pourra être facturé pour des commandes jugées de faible importance par le Titulaire.

III.2 DELAIS D'EXECUTION

Les prestations sont réalisées par le titulaire de l'accord-cadre conformément aux délais d'exécution définis dans son offre, au sein de l'annexe financière de l'acte d'engagement, et dans les bons de commande.

Ces délais sont impératifs et leur non-respect entraînera l'application d'une pénalité de retard telle que définie à l'article VII « Pénalités » du présent CCP.

III.3 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les délais d'exécution des prestations définis dans l'offre du titulaire sont impératifs et conditionnent la réception des prestations.

En conséquence, toute modification relative aux dates ou aux délais ne peuvent intervenir qu'avec l'accord exprès de l'Ecole notifié au Titulaire avant la date initialement prévue pour la réalisation de la prestation.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'acheteur au Titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il en est notamment ainsi si la cause qui met le Titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait de la personne publique. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le Titulaire doit signaler, sans délai, à l'acheteur ou à toute autre personne désignée à cet effet dans le marché, les causes faisant obstacle à l'exécution du marché et la date à compter de laquelle ces causes sont apparues. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée dès que le retard peut être déterminé avec précision.

L'Ecole notifie par écrit au Titulaire sa décision par retour, à compter de la réception de la demande. Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG/FCS, le silence gardé par l'acheteur pendant un délai de 10 jours à compter de la réception de la demande vaut décision implicite de rejet de la demande de prolongation.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel.

III.4 LIEU DE LIVRAISON

Les prestations du présent accord-cadre donneront lieu à des livraisons aux adresses suivantes :

ECOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSEES

6 / 8 Avenue Blaise Pascal
Cité Descartes – Champs sur Marne
77 455 MARNE LA VALLEE CEDEX 2

Le lieu de livraison sera précisé dans chaque bon de commande.

III.5 CONFIDENTIALITE ET PROPRIETE DES INFORMATIONS

III.5.1 Confidentialité

Le présent marché est soumis à l'obligation de confidentialité prévue à l'article 5.1 du CCAG FCS. Le titulaire est tenu de s'y conformer sans réserve et de porter à la connaissance de son personnel les dispositions du présent article.

Le titulaire est tenu d'informer ses éventuels sous-traitants de l'obligation de confidentialité qui s'applique de la même manière à eux.

Les informations échangées entre les parties dans le cadre de l'exécution du présent marché sont tenues pour confidentielles et ne peuvent être communiquées, sans autorisation écrite préalable de l'Ecole nationale des ponts et chaussées, à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour les connaître.

Ne sont pas concernées, les informations déjà accessibles au public au moment où elles sont portées à la connaissance des parties.

Le Titulaire prend toutes dispositions pour assurer la conservation et la protection des informations, documents et autres éléments relatifs au marché. Il avise l'École, sans délai, de tout incident pouvant révéler un risque de violation de la confidentialité.

Le Titulaire soumet à l'approbation de l'École les dispositions qu'il prend à cet effet.

Le non-respect des dispositions par le titulaire ou son éventuel sous-traitant, indépendamment des sanctions pénales pouvant être encourues, entraîne la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire après mise en demeure réalisée par courrier en recommandé avec accusé de réception restée sans effet dans un délai de huit (8) jours calendaires.

III.5.2 Propriété des informations

L'ensemble des informations apportées par l'acheteur de quelque nature que ce soit et sous quelque format est la propriété de l'acheteur public. Le Titulaire n'acquiert aucun droit sur les informations qui lui sont transmises.

Le Titulaire s'interdit de recopier les informations de toute nature qui lui sont confiées au titre du présent marché en dehors de sa prestation normale. Il s'interdit également de reproduire, d'adapter, de traduire sous quelque forme que ce soit lesdits contenus.

A l'issue du présent marché, le titulaire s'engage à détruire tous les documents et les éventuelles sauvegardes qu'il aurait en sa possession.

Le Titulaire garantit l'acheteur contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle ou industrielle sur les prestations fournies.

III.6 ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS EN COURS

L'arrêt de l'exécution d'une partie ou de la totalité des prestations en cours peut être décidé par l'ENPC et notifié au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de 8 jours minimum pour notifier l'arrêt de la prestation. Cette décision ne donne lieu à aucune indemnité supplémentaire.

Dans ce cas, les sommes dues au Titulaire sont calculées sur la base des frais techniques effectivement engagés. Tous les frais sont facturés à l'ENPC à prix coûtant et sur justificatif.

L'application de cet article n'entraîne pas la résiliation de l'accord-cadre et donc n'entraîne pas le paiement d'une indemnité pour résiliation.

Le Titulaire renonce à demander toute compensation pécuniaire découlant de cet arrêt d'exécution.

III.7 CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE

Le Titulaire s'engage à informer l'ENPC de tout changement survenant au cours de la période d'exécution du marché public, affectant :

- les personnes ayant le pouvoir d'engager la société ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- son adresse ou son siège social ;
- son adresse bancaire ;
- la cession d'une ou de différentes activités ;
- l'acquisition d'une nouvelle activité ;
- son capital social ;
- et généralement toutes les modifications importantes relatives au fonctionnement de la société.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que l'ENPC ne sera pas en possession des documents nécessaires, ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant. Si le titulaire néglige de se conformer à cette obligation, l'ENPC ne saurait être tenue responsable des retards de paiement qui pourraient résulter d'un défaut d'information.

Dans l'hypothèse où un titulaire disparaîtrait par fusion avec une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le pouvoir adjudicateur de l'acte portant la décision de fusion et de la justification de son enregistrement légal. À défaut, l'ENPC se réserve le droit de résilier le marché public passé avec lui sans indemnisation.

IV. MODALITES DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS

IV.1 SUIVI DE LA QUALITE

Le Titulaire est tenu de mettre en place les moyens de contrôle adéquats et permanents lui permettant d'assurer la qualité des prestations qui lui sont confiées par l'ENPC, tant dans ses ateliers que pendant le transport et l'acheminement des livraisons auprès des destinataires.

L'ENPC se réserve le droit de procéder à des actions de contrôle ou d'audit dans les locaux du titulaire pour s'assurer des moyens de contrôle mis en place tout au long de la chaîne de réalisation des prestations décrites dans le présent accord-cadre, ceci même en l'absence d'incidents particuliers.

A l'issue des contrôles éventuels réalisés par l'ENPC, le Titulaire devra, à la demande de celui-ci, suivre les recommandations qui lui seront éventuellement formulées.

IV.2 VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

Le suivi de l'exécution des prestations est assuré par les personnes désignées à l'article I.6 du présent CCP. Outre les opérations de vérifications qualitatives exercées par le pouvoir adjudicateur et définies au CCAG-FCS, le Titulaire s'engage à assurer le suivi des prestations et notamment le contrôle de la qualité des prestations réalisées et des produits fournis au titre de l'accord-cadre.

Le non-respect peut entraîner, selon l'importance des défauts, manques ou malfaçons constatées, une admission avec une réfaction, un ajournement ou un rejet pur et simple des prestations dans les conditions fixées au chapitre 5 du CCAG-FCS.

Le délai imparti à l'ENPC pour procéder aux opérations de vérification et notifier sa décision est de quinze jours. Ce délai court à compter de la réception par l'ENPC des éléments. Passé ce délai, les prestations sont réputées admises.

Lorsque la vérification donne lieu à un rejet, l'ENPC notifie au Titulaire, dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la réception des éléments, ledit rejet par lettre recommandée avec accusé de réception portant mise en demeure d'exécuter dans les huit (8) jours calendaires les prestations conformes.

L'admission des prestations sera prononcée par les personnes désignées à l'article I.6 du présent CCP pour le compte du pouvoir adjudicateur.

L'admission des prestations ouvre droit à paiement partiel définitif dans les conditions énoncées à l'article VI.1 du présent CCP.

V. PRIX

V.1 FORME ET CONTENU DES PRIX

Le présent accord-cadre est passé à prix unitaires.

Les prix du marché figurent dans le bordereau des prix unitaires, annexe financière de l'acte d'engagement. Tous les prix unitaires sont contractuels, et seront appliqués aux prestations effectivement réalisées.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG/FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, au transport, à l'assurance, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Ils comprennent toutes les prestations nécessaires à l'impression des imprimés.

V.2 MODALITES DE REVISION DES PRIX

Les prix du présent accord-cadre, inscrits dans l'annexe financière à l'acte d'engagement, sont établis sur la base des conditions économiques du 1^{er} jour du mois de la remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Ils sont révisibles annuellement à la demande du titulaire à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre selon la formule suivante :

$$P = P_0 \left(\frac{S_1}{S_0} \right)$$

Dans laquelle :

- P représente le prix révisé ;
- P₀ représente le prix de base au mois 0 ;
- S₁ représente l'indice définitif publié à la date de révision des prix ;
- S₀ représente l'indice définitif publié au mois 0.

L'indice appliqué pour la révision des prix est le suivant :

Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché – CPF 18.1 – Travaux d'impression et services connexes disponible sur le site de l'INSEE à la référence 010764131.

Le calcul de la révision de prix est à la charge du Titulaire s'il entend en bénéficier. Son omission lors d'une demande de paiement ne pourra donner lieu à une quelconque régularisation par la suite. Si la valeur de l'indice de révision n'est pas connue au moment de la révision, il sera établi une révision de prix provisoire sur la base du dernier indice connu. La révision définitive interviendra dès que l'indice sera connu.

Les révisions de prix du présent marché n'ont pas à être constatées par avenant.

Les prix du marché sont hors TVA. Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de la facturation des prestations, sauf disposition réglementaire contraire.

VI. MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

VI.1 MODALITES DE PAIEMENT

Le paiement des sommes dues au titre de l'exécution du présent accord-cadre s'effectue selon les règles applicables à la comptabilité publique.

Il s'agit d'un paiement partiel définitif après réception définitive des prestations pour chaque bon de commande émis conformément à l'article III.1 du présent CCP.

Les montants facturés seront éventuellement réduits des montants dus par le Titulaire au titre des réflexions ou des pénalités prévues respectivement aux articles IV.2 et VII du présent CCP.

VI.2 AVANCE

Il sera fait application des dispositions des articles 2191-3 à R2191-12 du Code de la Commande Publique. Ainsi, une avance est accordée au titulaire ou groupement, sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement, pour tout bon de commande supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

VI.3 MODALITES DE FACTURATION

Les prestations objet du présent marché, sont réglées après présentation des factures, selon les prix indiqués à l'annexe financière de l'acte d'engagement, éventuellement révisés selon les conditions stipulées au présent CCP, ou des prix issus du catalogue ou de devis dans les conditions stipulées dans le présent CCP.

Toute commande fait l'objet d'une facturation individualisée. Une copie du bon de commande à l'origine des prestations exécutées est jointe obligatoirement à la facture. Dans le cas contraire, la facture sera rejetée comme n'étant pas conforme, suspendant de fait, le délai global de paiement.

Le règlement financier est subordonné au service fait et à la production préalable d'une facture en un original portant outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'Ecole nationale des ponts et chaussées en tant que destinataire de la facture : 19753501600020 ;
- Le service de l'École émetteur de la commande (code service qui permettra de distinguer le service réceptionnaire des factures) ;
- La référence du présent marché et de l'avenant le cas échéant ;
- Le numéro et la date du bon de commande concerné ;
- La désignation des prestations réalisées ;
- Les quantités et prix unitaires appliqués le cas échéant ;
- La date d'admission des prestations constatée par l'École ;
- Le montant total HT, le taux et le montant de la TVA, le montant total TTC ;
- L'identification du titulaire, N° SIRET ou RCS ainsi que ses coordonnées bancaires.

Les prestations réalisées et décrites dans la facture devront être suffisamment détaillées pour permettre la reconstitution du montant global à partir des tarifs applicables et des quantités facturées.

Les factures seront envoyées en version dématérialisée via la plateforme Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>), à l'Ecole nationale des ponts et Chaussées.

En effet, dans le cadre de la démarche de dématérialisation des factures, une solution informatique gratuite et sécurisée, Chorus Pro, est mise à disposition des fournisseurs afin de leur permettre transmettre leurs factures sous forme dématérialisée.

L'utilisation de ce portail est devenue progressivement obligatoire pour toutes les factures adressées à une personne publique, dont l'Ecole nationale des ponts et chaussées, depuis le 1er janvier 2017, dans le respect du calendrier défini par la loi n° 2014-1 du 2 janvier 2014 et l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014.

Les factures dématérialisées adressées à l'Ecole nationale des ponts et chaussées devront obligatoirement comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'Ecole nationale des ponts et chaussées en tant que destinataire de la facture : 19753501600020 ;
- Le code service qui permettra de distinguer le service réceptionnaire des factures : Code : AC – Libellé : Agence Comptable ;
- Le numéro de commande que vous trouverez sur le bon de commande (exemple : CF-2019-001234) ou le numéro de marché, pour des prestations faites hors bon de commande.

En cas de présentation non conforme aux éléments précités ci-dessus, la facture sera retournée au titulaire. Les retards de paiement qui pourraient s'ensuivre ne sauraient donner lieu au paiement d'intérêts moratoires.

VI.4 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique, par virement administratif, sous 30 jours maximum et après présentation des factures par le Titulaire.

Ce délai global de paiement court à compter de la date de réception des factures. Toutefois, il court à compter de la date d'exécution des prestations (sous réserve d'admission de celles-ci), lorsque la date de réception de la demande de paiement est antérieure à cette date.

VI.5 INTERETS MORATOIRES

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou de son sous-traitant agréé au paiement direct.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 € sera également payée au créancier lorsque les sommes dues au principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement.

Lorsque le dépassement du délai de paiement n'est pas imputable à l'Ecole, aucun intérêt moratoire n'est exigible.

VI.6 NANTISSEMENT OU CESSION

Le présent accord-cadre ne peut pas faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou à titre gracieux, sans accord préalable et expressément notifié par écrit par le pouvoir adjudicateur.

Cet accord doit être constaté par voie d'avenant.

En cas de nantissement de créances, sur demande du titulaire, la copie de l'original de l'Acte d'Engagement (AE) portant la mention d'exemplaire unique est transmise par le pouvoir adjudicateur pour être remise, au gré du titulaire, à l'établissement financier de son choix.

VII. PENALITES

Lorsque les délais contractuels figurant à l'annexe financière et repris sur les bons de commande sont dépassés, le Titulaire encourt, sans mise en demeure, une pénalité calculée par application de la formule suivante, en dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS :

$$P = \left(\frac{V \times R}{100} \right)$$

dans laquelle :

P = Montant des pénalités ;

V = Montant total HT du bon de commande ;

R = Nombre de jours ouvrés de retard au-delà de la date de réalisation de la prestation.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total est inférieur à 300 euros.

VIII. RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications, survenant au cours de l'exécution de son accord-cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Et de façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le bon déroulement de l'accord-cadre.

Par ailleurs, le titulaire transmet, tous les six mois à compter de la notification du présent marché et jusqu'à la fin de sa durée d'exécution, l'ensemble des pièces de l'article D. 8222-5 du code du travail et de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.

Le titulaire transmet, chaque année à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de sa durée d'exécution, les attestations d'assurance à jour.

IX. GARANTIE

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an, conformément aux dispositions de l'article 28 du CCAG/FCS. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

X. ASSURANCE

Le titulaire est responsable en totalité des dommages ou accidents, de quelque nature que ce soit, aux biens et aux personnes, causés par la conduite des opérations ou les modalités de leur exécution. Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'ENPC et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés pour l'exécution des prestations.

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit avoir souscrit une assurance couvrant sa responsabilité pour l'ensemble des risques encourus au titre des prestations à réaliser et dont il pourrait être déclaré responsable. Les garanties souscrites devront être suffisantes eu égard à l'ampleur des prestations.

Elles doivent être sans limite pour les dommages corporels. Il s'engage à remettre une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur simple demande de l'ENPC et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

- L'(es) attestation(s) devra (ont) préciser :
- Le nom de la compagnie ;
- Les qualifications professionnelles et activités assurées ;
- Les conditions de garanties ;
- Les montants des garanties ;
- La date d'expiration des garanties prévues aux contrats ;
- Le numéro des polices.

Le titulaire fait son affaire des franchises éventuellement prévues dans les contrats d'assurance souscrits par lui.

XI. RESILIATION ET CAS DE FORCE MAJEURE

XI.1 DECES OU INCAPACITE CIVILE DU TITULAIRE

En cas de décès ou d'incapacité civile du Titulaire, la résiliation du marché peut intervenir de plein droit, sauf si la personne responsable du marché accepte la continuation du marché par les ayants droit, le tuteur ou le curateur.

Dans les cas prévus au présent article, la résiliation n'ouvre droit pour le Titulaire ou ses ayants droit à aucune indemnité.

XI.2 REDRESSEMENT JUDICIAIRE OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, le marché peut être résilié dans les conditions prévues respectivement aux articles L.631-1 et suivants du Code de Commerce et L.640-1 et suivants du même code.

XI.3 RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE

Le marché peut, selon les modalités prévues ci-dessous, être résilié de plein droit aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des

prestations à ses frais et risques par un tiers et sans préjudice du droit pour le responsable du marché de demander tous dommages réparateurs du préjudice subi :

- a) Lorsque le Titulaire a sous-traité ou cédé son marché en contrevenant aux dispositions exposées ci avant ;
- b) Lorsque le Titulaire a contrevenu à la législation ou à la réglementation du travail ;
- c) Lorsque le Titulaire déclare, indépendamment des cas de redressement ou liquidation judiciaire prévus ci-dessus, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- d) Lorsque le Titulaire ne s'est pas acquitté de l'une quelconque des obligations prévues au présent marché ;
- e) Lorsque le Titulaire s'est livré à l'occasion de son marché à des actes frauduleux portant sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations ;
- f) Lorsque, postérieurement à la conclusion du marché, le Titulaire a été exclu de toute participation aux marchés ;
- g) Lorsque le Titulaire a contrevenu aux obligations de confidentialité.

Dans les cas prévus aux a, b, c et d ci-avant, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution de 8 jours, doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse.

Les résiliations prévues au e) f) et g) seront effectives de plein droit sans mise en demeure préalable à compter de la date de la première présentation du courrier de résiliation.

XI.4 DATE D'EFFET DE LA RESILIATION

La résiliation prend effet à la date de la première présentation du courrier de résiliation.

Le marché résilié est liquidé en tenant compte, d'une part des prestations terminées et admises et, d'autre part, des prestations en cours et admises par le pouvoir adjudicateur. Le décompte de liquidation du marché est arrêté par décision de l'Acheteur et notifié au Titulaire.

XII. LITIGES

XII.1 DROIT, LANGUE, MONNAIE

Les différents et litiges seront réglés dans le respect des dispositions du chapitre 7 du CCAG/FCS.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances et autres documents relatifs au marché sont rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

L'unité monétaire du marché est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change. Les factures seront établies en euros.

XII.2 RECOURS

Toute difficulté dans l'interprétation ou l'exécution du présent Marché, qui ne pourrait être surmontée d'un commun accord, sera soumise à la juridiction de droit public compétente.

- ✓ Instance chargée des procédures de recours :
Le tribunal administratif de Melun,
Adresse : 43 rue de Général de Gaulle, case postale n°8630, 77008 Melun Cedex
Tel : 01 60 56 66 30 ;
Télécopie : 01 60 56 66 10 ;
Adresse internet (U.R.L.) : <http://melun.tribunal-administratif.fr/ta-caa/>

XIII. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Plus précisément, le Titulaire du marché n'est destinataire que des données à caractère personnel strictement nécessaires à l'exécution du présent marché. Il s'engage, en outre, à assurer la confidentialité et la sécurité des données à caractère personnel lui ayant été communiquées et à ne pas les utiliser pour une finalité autre que l'exécution du présent marché. Il s'engage, enfin, à détruire, à l'issue du marché, les données à caractère personnel dont il aura été destinataire.

L'École se conforme à toutes les obligations inhérentes à sa qualité de responsable de traitement, s'agissant des données communiquées au titulaire du marché.

Elle s'assure notamment du respect des droits des personnes concernées et les informe, par suite, de la transmission de leurs données au Titulaire.

De façon générale, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, soit principalement le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018, du règlement général sur la protection des données, ci-après le RGPD.

XIV. DEROGATIONS AU CCAG/FCS

Articles du CCAG/FCS auxquels il est dérogé	Articles du CCAP portant dérogation
Article 4.1 Pièces contractuelles	Article I.8
Article 3.7.2 Bons de commande	Article III.1
Article 13.3 Prolongation du délai d'exécution	Article III.3
Article 14 Pénalités	Article VII